

LIVRET D'INSCRIPTION

LIVRET D'INSCRIPTION au CFA de l'Éducation Nationale en Bourgogne

Année scolaire 2024 / 2025

Académie de Dijon

Nom - Prénom du candidat :

Nom de l'employeur :

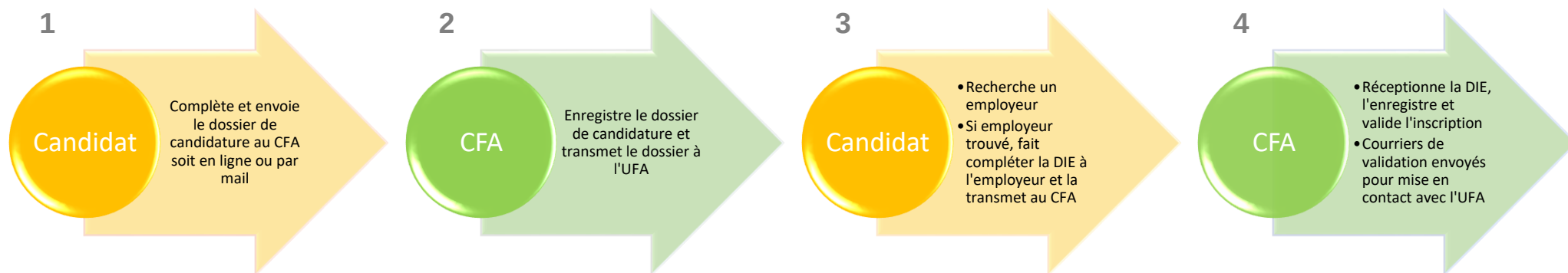
SOMMAIRE

Procédure d'inscription	3
Dossier de candidature.....	4
<i>à compléter par le candidat</i>	
Déclaration d'intention d'embauche	6
<i>à compléter par l'employeur</i>	
Contrat « CERFA FA 13 »	7
<i>à compléter par l'employeur</i>	
Notice du «FA 14 » relative au contrat d'apprentissage	9
Formulaire de résiliation	18
<i>à compléter en cas de rupture du contrat</i>	

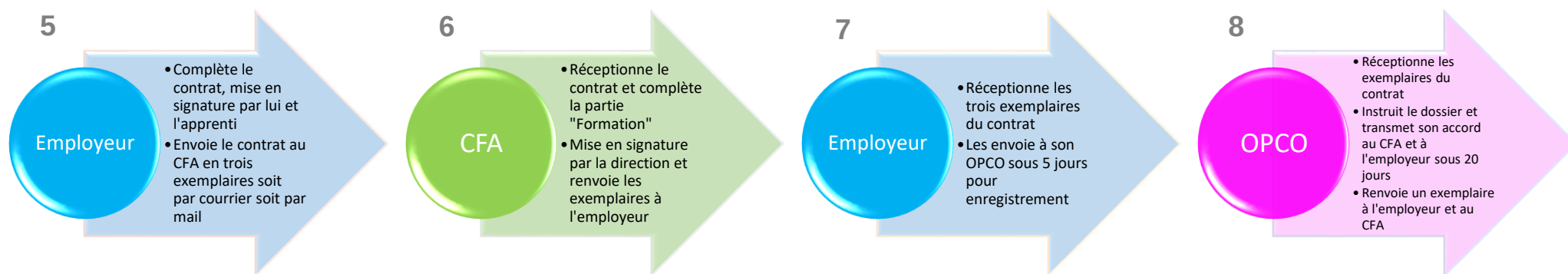
PROCÉDURE D'INSCRIPTION

ÊTRE APPRENTI.E EN 8 ÉTAPES

Inscription



Contractualisation



Dossier de candidature

Année scolaire 2024/2025

À remplir **EN MAJUSCULES** et à retourner par mail : cfa.ga71@ac-dijon.fr

NB : Tous les champs doivent obligatoirement être remplis pour que le dossier soit recevable.

Formation demandée :

Intitulé de la formation :

Option :

Classe demandée : CAP, BMA ou BTS : ☐ 1^{ère} année ☐ 2^{ème} année ☐ En 1 an
Bac Professionnel : ☐ Seconde ☐ Première ☐ Terminale
Titre ou MC : ☐ en 1an

Lycée demandé :

Coordonnées du candidat :

Nom : Prénom :

Né(e) le : à : Département :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Portable :

E-mail :

Numéro d'Identifiant National d'Etudiant INE : _ / _ / _ / _ / _ / _

Numéro de Sécurité Sociale : _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _

Régime scolaire : ☐ Interne ☐ Demi pensionnaire ☐ Externe

Reconnaissance handicap : ☐ OUI ☐ NON

Besoin(s) aménagement scolaire et/ou pédagogique : ☐ OUI ☐ NON

Si oui : Le ou lequel(s) ? :

.....

Profession Mère : Profession Père :

Parents / Représentant légal (pour les mineurs)

☐ Monsieur ☐ Madame Nom Prénom :

☐ Père ☐ Mère ☐ Représentant légal

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : Portable :

E-mail :

Situation avant l'apprentissage :

Situation année scolaire précédente :

☐ Étudiant ou apprenti	☐ Scolaire ☐ Contrat d'apprentissage ☐ Contrat de professionnalisation
Intitulé du diplôme préparé :	
Classe :	
Nom établissement :	
CP et Ville :	
ou	
☐ En emploi ☐ Demandeur d'emploi de - d'1 an ☐ Demandeur d'emploi de + d'1 an	
☐ Autre situation, précisez :	

Dernier diplôme obtenu :

Intitulé du diplôme :	
Année scolaire :	

Avez-vous trouvé l'entreprise d'accueil ?

- ☐ Non, pas encore.
- ☐ Non, pas encore, mais j'ai commencé mes recherches et j'attends des réponses.
- ☐ Oui.

Si oui, merci de nous retourner la « **déclaration d'intention d'embauche** » remplie par votre futur employeur.

Pièces à joindre obligatoirement au dossier :

- ✓ Lettre de motivation à l'attention de la directrice du CFA
- ✓ Curriculum-Vitae à jour
- ✓ Photocopie de la carte d'identité recto/verso
- ✓ Photocopie de la carte vitale de l'apprenti(e)
- ✓ Photocopie du dernier diplôme et relevé de notes
- ✓ Photocopies des bulletins scolaires des deux dernières années
- ✓ Notification RQTH en cas de situation d'handicap

☐ En cochant cette case, j'accepte que les informations saisies dans ce formulaire soient utilisées pour permettre mon inscription et la gestion de mon dossier au CFA de l'Éducation nationale en Bourgogne. J'autorise également le traitement de ces données pour toute enquête statistique sur l'apprentissage par les autorités compétentes.

Fait à

Le

Signature du candidat (ou d'un parent
ou du représentant légal si l'apprenti est mineur) :

DEMANDE DE PRISE EN CHARGE : FRAIS ANNEXES

Année scolaire 2024-2025

Vu l'arrêté du 30 Juillet 2019 relatif aux frais annexes à la formation des apprentis prévus aux 1° et 2° de l'article D6332-83 du Code du Travail

Je soussigné(e), né(e) le..... apprenti(e)
en..... au lycée souhaite bénéficier de la prise en charge des
frais de restauration et / ou de nuitée pour ma formation.

Le CFA prend en charge jusqu'à 3.00 € par repas et 6.00 € par nuitée dans la limite du nombre prévu dans la
convention de formation.

Nombre de repas à prendre en charge par le CFA :

Nombre de nuits à prendre en charge par le CFA :

La prise en charge de vos frais de restauration est soumise à accord du CFA selon les modalités de l'article D6332-83 du Code du Travail.

Fait le, à

Signature de l'apprenti (ou représentant légal du mineur) :

**Nous vous remercions de bien vouloir nous joindre impérativement un RIB et un
JUSTIFICATIF (FACTURE ETABLISSEMENT)**

CADRE RESERVE AU CFA ENB (ne pas remplir)

Accord CFA :

Signature CFA ENB :

OUI ☐

NON ☐

Remarques :

Déclaration « intention d'embauche »

À remplir **EN MAJUSCULES** par le futur employeur et à retourner par mail : cfa.ga71@ac-dijon.fr
Et olivier.revireon@ac-dijon.fr

Formation choisie :

Intitulé du diplôme :
Option :
Classe demandée : CAP, BMA ou BTS : ☐ 1^{ère} année ☐ 2^{ème} année ☐ En 1 an
Bac Professionnel : ☐ Seconde ☐ Première ☐ Terminale
Titre ou MC : ☐ en 1an
Lycée demandé :

L'apprenti.e :

Nom : Prénom :

L'employeur :

Établissement : ☐ Privé ☐ Public Statut juridique :
N° Identifiant de convention collective (IDCC) :
Nom de l'OPCO :
Nom de l'entreprise :
Activité de l'entreprise :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Mail :
Nom et Prénom du chef d'entreprise :

Nom du responsable du suivi administratif :

Service et fonction :
Tél : Portable :
E-mail :

Nom du futur maître d'apprentissage (si déjà connu) :

Service et fonction :
Tél : Portable :
E-mail :

Date prévisionnelle de début de contrat :/...../.....

Attention : l'inscription au CFA sera définitive à réception du contrat d'apprentissage.

Fait à

Le

CACHET ET SIGNATURE ENTREPRISE :

Mode contractuel de l'apprentissage

L'EMPLOYEUR		employeur privé	employeur « public »*
Nom et prénom ou dénomination :		N°SIRET de l'établissement d'exécution du contrat :	
Adresse de l'établissement d'exécution du contrat :		Type d'employeur :	
N° :	Voie :	Employeur spécifique :	
Complément :		Code activité de l'entreprise (NAF) :	
Code postal :		Effectif total salariés de l'entreprise :	
Commune :		Code IDCC de la convention collective applicable :	
Téléphone :			
Courriel :			
*Pour les employeurs du secteur public, adhésion de l'apprenti au régime spécifique d'assurance chômage :			
L'APPRENTI(E)			
Nom de naissance de l'apprenti(e) :			
Nom d'usage :			
Le premier prénom de l'apprenti(e) selon l'état civil :			
NIR de l'apprenti(e) :		Date de naissance :	
Adresse de l'apprenti(e) :		Sexe : ☐ M ☐ F	
N° :	Voie :	Département de naissance :	
Complément :		Commune de naissance :	
Code postal :			
Commune :		Nationalité : ☐ Régime social : ☐	
Téléphone :		Déclare être inscrit sur la liste des sportifs de haut niveau : ☐ oui ☐ non	
Courriel :		Déclare bénéficiaire de la reconnaissance travailleur handicapé : ☐ oui ☐ non	
Représentant légal (à renseigner si l'apprenti est mineur non émancipé)			
Nom de naissance et prénom :		Situation avant ce contrat :	
Adresse du représentant légal :		Dernier diplôme ou titre préparé :	
N° :	Voie :	Dernière classe / année suivie :	
Complément :		Intitulé précis du dernier diplôme ou titre préparé :	
Code postal :		Diplôme ou titre le plus élevé obtenu :	
Commune :		Déclare avoir un projet de création ou de reprise d'entreprise : ☐ oui ☐ non	
Courriel :			
LE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE			
Maître d'apprentissage n°1		Maître d'apprentissage n°2	
Nom de naissance :		Nom de naissance :	
Prénom :		Prénom :	
Date de naissance :		Date de naissance :	
NIR :		NIR :	
Courriel :		Courriel :	
Emploi occupé :		Emploi occupé :	

Diplôme ou titre le plus élevé obtenu : _____	Diplôme ou titre le plus élevé obtenu : _____
Niveau de diplôme ou titre le plus élevé obtenu : _____	Niveau de diplôme ou titre le plus élevé obtenu : _____
☐ L'employeur atteste sur l'honneur que le maître d'apprentissage répond à l'ensemble des critères d'éligibilité à cette fonction.	
LE CONTRAT	
Type de contrat ou d'avenant : _____	Type de dérogation : _____ à renseigner si une dérogation existe pour ce contrat
Numéro du contrat précédent ou du contrat sur lequel porte l'avenant : _____	
Date de conclusion : _____ (Date de signatures du présent contrat)	Date de début d'exécution du contrat : _____
	Date de début de formation pratique chez l'employeur : _____
Si avenant, date d'effet : ____/____/____	Durée hebdomadaire du travail : _____ heures _____ minutes
Date de fin du contrat ou de la période d'apprentissage : ____/____/____	
Travail sur machines dangereuses ou exposition à des risques particuliers : ☐ oui ☐ non	
Rémunération * Indiquer SMIC ou SMC (salaire minimum conventionnel)	
1 ^{re} année, du _____ au _____ : _____ % du _____	* ; du _____ au _____ : _____ % du _____ *
2 ^{ème} année, du _____ au _____ : _____ % du _____	* ; du _____ au _____ : _____ % du _____ *
3 ^{ème} année, du _____ au _____ : _____ % du _____	* ; du _____ au _____ : _____ % du _____ *
4 ^{ème} année, du _____ au _____ : _____ % du _____	* ; du _____ au _____ : _____ % du _____ *
Salaire brut mensuel à l'embauche : _____ €	Caisse de retraite complémentaire : _____
Avantages en nature, le cas échéant : Nourriture : _____, € / repas Logement : _____, € / mois Autre : _____	
LA FORMATION	
CFA d'entreprise : ☐ oui ☒ non	Diplôme ou titre visé par l'apprenti : _____
Dénomination du CFA responsable : _____	Intitulé précis : _____
CFA de l'Education nationale en Bourgogne	Code du diplôme : _____
N° UAI du CFA : 0212243 Z	Code RNCP : _____
N° SIRET CFA : 18210026300025	Organisation de la formation en CFA :
Adresse du CFA responsable :	Date de début de formation en CFA : _____
N° 2 G Voie : Rue General Delaborde	Date prévue de fin des épreuves ou examens : _____
Complément : _____	Durée de la formation : _____ heures
Code postal : 21000	Lieu principal de réalisation de la formation si différent du CFA responsable :
Commune : DIJON	Dénomination du lieu de formation principal : _____
☐ Si le CFA responsable est le lieu de formation principal cochez la case ci-contre	N° UAI : _____
Visa du CFA (cachet et signature du directeur) : _____	N° SIRET : _____
	Adresse du lieu de formation principal :
	N° Voie : _____
	Complément : _____
	Code postal : _____
	Commune : _____
☐ L'employeur atteste disposer de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au dépôt du contrat	
Fait à : _____	Signature du représentant légal de l'apprenti(e) mineur(e)
Signature de l'employeur	Signature de l'apprenti(e)
CADRE RÉSERVÉ À L'ORGANISME EN CHARGE DU DÉPÔT DU CONTRAT	
Nom de l'organisme : _____	N° SIRET de l'organisme : _____
Date de réception du dossier complet : _____	Date de la décision : _____
N° de dépôt : _____	Numéro d'avenant : _____

Pour remplir le contrat et pour plus d'informations sur le traitement des données reportez-vous à la notice FA 14

NOTICE POUR LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

N°51649#07

Avant de conclure un contrat d'apprentissage, renseignez-vous sur les règles applicables au contrat ainsi que sur les dispositions particulières éventuellement prévues dans la convention collective ou dans l'accord spécifique appliqué dans votre entreprise. En effet, des minima de rémunération plus élevés ainsi que des règles différentes applicables au maître d'apprentissage peuvent être prévus. N'hésitez pas à vous rapprocher des acteurs de l'apprentissage (opérateurs de compétences – OPCO -, DR(I)ETS, DDETS, DEETS, DGCOP, DGSTEP).

Afin de faciliter l'obtention et le versement des aides de l'Etat en matière d'alternance, nous vous invitons à consulter le guide pratique destiné aux employeurs et aux organismes de formation à l'adresse suivante : https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide_employeur.pdf

Important : il est à noter que, pour les contrats d'apprentissage conclus jusqu'au 31 décembre 2022, le CERFA doit être conservé par l'employeur (original signé par les parties) et l'opérateur de compétences, jusqu'au 31 décembre 2032. Pour les contrats conclus à compter du 1^{er} janvier 2023, le CERFA doit être conservé par l'employeur (original signé par les parties) et l'opérateur de compétences pendant 5 ans à compter de sa conclusion. Il est rappelé aux apprentis qu'ils doivent conserver leur contrat de travail (CERFA original signé par les parties) jusqu'à la liquidation de leur retraite.

Déroulement de la procédure,

L'employeur transmet le dossier complet à l'organisme en charge du dépôt du contrat auprès de l'autorité administrative dont il relève (OPCO pour les employeurs privés ou auprès du représentant de l'Etat dans le département du lieu d'exécution du contrat pour le secteur public non industriel et commercial : DR(I)ETS, DDETS, DEETS ou DGCOP) **au plus tard dans les 5 jours qui suivent le début d'exécution du contrat.**

Le dossier complet comporte les pièces mentionnées ci-dessous dans la rubrique « pièces justificatives »

Attention, un dossier incomplet ne pourra pas être instruit et vous sera directement renvoyé.

L'organisme en charge du dépôt dispose de 20 jours à compter de la date de réception du dossier complet pour rendre sa décision.

- Si le contrat est conforme aux règles fixées aux articles D6224-1 et suivants et D6275-1 et suivants du code du travail, l'organisme procède au dépôt du contrat auprès des services du ministre en charge de la formation professionnelle.
- Si une non-conformité est constatée au cours de l'instruction, l'organisme en charge du dépôt peut, soit refuser, soit demander la modification par l'employeur du ou des point(s) de non-conformité, et ce dans le délai prévu pour l'instruction.

PRECISIONS POUR COMPLETER LES RUBRIQUES DU CERFA

Mode contractuel de l'apprentissage :

- 1 à durée limitée
- 2 dans le cadre d'un CDI
- 3 entreprise de travail temporaire
- 4 activités saisonnières à deux employeurs

L'EMPLOYEUR

Type d'employeur

Privé

- 11 Entreprise inscrite au répertoire des métiers ou au registre des entreprises pour l'Alsace-Moselle
- 12 Entreprise inscrite uniquement au registre du commerce et des sociétés
- 13 Entreprises dont les salariés relèvent de la mutualité sociale agricole
- 14 Profession libérale
- 15 Association
- 16 Autre employeur privé

Public

- 21 Service de l'Etat (administrations centrales et leurs services déconcentrés de la fonction publique d'Etat)
- 22 Commune
- 23 Département

- 24 Région
- 25 Etablissement public hospitalier
- 26 Etablissement public local d'enseignement
- 27 Etablissement public administratif de l'Etat
- 28 Etablissement public administratif local (y compris établissement public de coopération intercommunale EPCI)
- 29 Autre employeur public
- 30 Etablissement public industriel et commercial

Si l'employeur est en auto-assurance, il peut choisir d'adhérer au régime d'assurance chômage pour ses seuls apprentis. Il est alors totalement exonéré des contributions d'assurance chômage au titre de l'emploi de ses apprentis. Afin d'opter pour cette affiliation spécifique, cocher la case.

Employeur spécifique

- 1 Entreprise de travail temporaire
- 2 Groupement d'employeurs
- 3 Employeur saisonnier
- 4 Apprentissage familial : l'employeur est un ascendant de l'apprenti
- 0 Aucun de ces cas

Code NAF

Nomenclature d'activités et des produits française correspondant à l'activité principale de l'établissement d'exécution du contrat (version 2008)

Code IDCC

Identifiant de la convention collective de branche applicable par l'établissement dans le cadre de l'exécution du contrat ou à défaut de la convention d'entreprise (non adaptative d'une convention de branche) ou enfin dans le cas de certaines grandes entreprises du code du statut. Ce code peut être obtenu sur le site du ministère du Travail www.travail.gouv.fr. S'il n'y a pas de convention collective veuillez indiquer le code 9999, si la convention collective est en cours de négociation, veuillez indiquer le code 9998.

Effectif salarié de l'entreprise

L'effectif renseigné est **celui de l'entreprise dans sa globalité**, au sens de l'article L. 130-1.-I du code de la sécurité sociale et non seulement l'effectif de l'établissement d'exécution du contrat.

L'APPRENTI(E)

Département de naissance :

Indiquez le numéro du département. Pour les personnes nées à l'étranger, indiquez 099.

Nationalité :

- 1 Française
- 2 Union Européenne
- 3 Etranger hors Union Européenne

Assurez-vous que le salarié étranger non citoyen européen, dispose au début du contrat d'un titre de séjour valable l'autorisant à travailler en France et d'une autorisation de travail délivrée dans le cadre de l'article L. 5221-5 du code du travail.

Situation avant contrat :

- 1 Scolaire
- 2 Prépa apprentissage
- 3 Etudiant
- 4 Contrat d'apprentissage
- 5 Contrat de professionnalisation
- 6 Contrat aidé
- 7 En formation au CFA sous statut de stagiaire de la formation professionnelle, avant conclusion d'un contrat d'apprentissage (L6222-12-1 du code du travail)
- 8 En formation, au CFA sans contrat sous statut de stagiaire de la formation professionnelle, à la suite d'une rupture d'un précédent contrat (5° de L6231-2 du code du travail)
- 9 Autres situations sous statut de stagiaire de la formation professionnelle
- 10 Salarié
- 11 Personne à la recherche d'un emploi (inscrite ou non à Pôle Emploi)
- 12 Inactif

NIR : Numéro de sécurité sociale Français, officiellement appelé Numéro d'Inscription au Répertoire des personnes physiques. Ce numéro est notamment inscrit sur la carte vitale des personnes majeures, en dessous du nom et du

prénom du porteur. Les OPCO sont habilités à collecter le NIR. Le NIR doit être transmis sous son format en 13 chiffres (sans la clé).

Régime social :

1 MSA

2 URSSAF

Déclare être inscrit sur la liste des sportifs de haut niveau :

Conformément au 5° de l'article L6222-2 du code du travail.

Parcours de formation antérieur de l'apprenti :

La table « diplômes ou titres » ci-dessous est à utiliser pour compléter les champs « dernier diplôme ou titre préparé », « diplôme ou titre le plus élevé obtenu » ainsi que le champ « diplôme ou titre visé » de la rubrique « formation »

Diplômes et titres de l'apprenti

Diplôme ou titre de niveau bac +5 et plus

80 Doctorat

71 Master professionnel/DESS

72 Master recherche/DEA

73 Master indifférencié

74 Diplôme d'ingénieur, diplôme d'école de commerce

79 Autre diplôme ou titre de niveau bac+5 ou plus

Diplôme ou titre de niveau bac +3 et 4

61 1^{ère} année de Master

62 Licence professionnelle

63 Licence générale

64 Bachelor Universitaire de technologie BUT

69 Autre diplôme ou titre de niveau bac +3 ou 4

Diplôme ou titre de niveau bac +2

54 Brevet de Technicien Supérieur

55 Diplôme Universitaire de technologie

58 Autre diplôme ou titre de niveau bac+2

Diplôme ou titre de niveau bac

41 Baccalauréat professionnel

42 Baccalauréat général

43 Baccalauréat technologique

49 Autre diplôme ou titre de niveau bac

Diplôme ou titre de niveau CAP/BEP

33 CAP

34 BEP

35 Mention complémentaire

38 Autre diplôme ou titre de niveau CAP/BEP

Aucun diplôme ni titre

25 Diplôme national du Brevet

26 Certificat de formation générale

13 Aucun diplôme ni titre professionnel

Dernière année ou classe suivie par l'apprenti

01 l'apprenti a suivi la dernière année du cycle de formation et a obtenu le diplôme ou titre

11 l'apprenti a suivi la 1^{ère} année du cycle et l'a validée (examens réussis mais année non diplômante)

12 l'apprenti a suivi la 1^{ère} année du cycle mais ne l'a pas validée (échec aux examens, interruption ou abandon de formation)

21 l'apprenti a suivi la 2^e année du cycle et l'a validée (examens réussis mais année non diplômante)

22 l'apprenti a suivi la 2^e année du cycle mais ne l'a pas validée (échec aux examens, interruption ou abandon de formation)

31 l'apprenti a suivi la 3^e année du cycle et l'a validée (examens réussis mais année non diplômante, cycle adaptés)

32 l'apprenti a suivi la 3^e année du cycle mais ne l'a pas validée (échec aux examens, interruption ou abandon de formation)

40 l'apprenti a achevé le 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (collège)

41 l'apprenti a interrompu ses études en classe de 3^e

42 l'apprenti a interrompu ses études en classe de 4^e

Exemple : Avant le contrat d'apprentissage, le candidat, titulaire d'un baccalauréat général, était en première année de BTS qu'il souhaite poursuivre en apprentissage. Dans la rubrique « apprenti » indiquez « diplôme le plus élevé = 42 », « dernier diplôme ou titre préparé = 54 » et « dernière classe suivie = 11 ». Dans la rubrique formation, indiquez « diplôme ou titre visé = 54 ».

LE MAITRE D'APPRENTISSAGE

A défaut de dispositions collectives particulières applicables dans l'entreprise, le maître doit justifier d'une formation et d'une expérience professionnelle minimales fixées par l'article R. 6223-22 du code du travail et encadrer au maximum 2 apprentis plus un "redoublant" (article R. 6223-6 du même code).

L'employeur atteste que le maître d'apprentissage répond bien à l'ensemble de ces critères et qu'il est salarié de l'entreprise, voire l'employeur lui-même ou son conjoint collaborateur en cochant la case prévue à cet effet dans la rubrique « maître d'apprentissage ».

Le changement de maître d'apprentissage en cours de contrat implique de conclure un avenant au contrat initial sauf à ce que le contrat d'apprentissage initial ait prévu un second maître d'apprentissage (composant une équipe tutorale qui se substitue automatiquement au premier en cas de défaillance).

Renseigner l'intitulé du « diplôme ou titre le plus élevé obtenu » par le maître d'apprentissage.

Pour renseigner le « niveau de diplôme ou titre le plus élevé obtenu » se reporter à la table suivante :

Nomenclature des diplômes par niveau :

- 3 CAP, BEP
- 4 Baccalauréat
- 5 DEUG, BTS, DUT, DEUST
- 6 Licence, licence professionnelle, BUT, Maîtrise
- 7 Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur
- 8 Doctorat, habilitation à diriger des recherches

Si aucun renseigner par 0

Maître d'apprentissage n°2 :

A renseigner si mise en place d'une équipe tutorale tel que prévu à l'article L. 6223-6 du même code.

LE CONTRAT

Type de contrat ou d'avenant :

Contrat initial

11 Premier contrat d'apprentissage de l'apprenti

Succession de contrats

- 21 Nouveau contrat avec un apprenti qui a terminé son précédent contrat auprès d'un même employeur
- 22 Nouveau contrat avec un apprenti qui a terminé son précédent contrat auprès d'un autre employeur
- 23 Nouveau contrat avec un apprenti dont le précédent contrat a été rompu

Avenant : modification des conditions du contrat

- 31 Modification de la situation juridique de l'employeur
- 32 Changement d'employeur dans le cadre d'un contrat saisonnier
- 33 Prolongation du contrat suite à un échec à l'examen de l'apprenti
- 34 Prolongation du contrat suite à la reconnaissance de l'apprenti comme travailleur handicapé
- 35 Diplôme supplémentaire préparé par l'apprenti dans le cadre de l'article L. 6222-22-1 du code du travail
- 36 Autres changements : changement de maître d'apprentissage, de durée de travail hebdomadaire, réduction de durée, etc.
- 37 Modification du lieu d'exécution du contrat
- 38 Modification du lieu principal de réalisation de la formation théorique.

Type de dérogation :

- 11 Age de l'apprenti inférieur à 16 ans
- 12 Age supérieur à 29 ans : cas spécifiques prévus dans le code du travail
- 21 Réduction de la durée du contrat ou de la période d'apprentissage
- 22 Allongement de la durée du contrat ou de la période d'apprentissage
- 50 Cumul de dérogations
- 60 Autre dérogation

Date de conclusion : date à laquelle le présent contrat de travail (qu'il s'agisse d'un contrat initial ou d'un avenant) est conclu par les deux parties (signatures).

Date de début d'exécution du contrat : date du 1^{er} jour où débute effectivement le contrat (peut être la date de début de formation pratique en entreprise ou en centre de formation). Correspond à la date de début du cycle de formation au sens de l'article L6222-7-1.

Date de début de formation pratique chez l'employeur :

Date du 1^{er} jour où débute effectivement la formation pratique chez l'employeur.

Travail sur machines dangereuses ou exposition à des risques particuliers :

Pour les apprentis mineurs, certaines catégories de travaux ne sont pas autorisées (article L. 4153-8 du code du travail). Dans certains cas spécifiquement prévus par la réglementation, des dérogations sont possibles (article L. 4153-9 du code du travail).

La réglementation relative aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans s'appliquant est détaillée aux articles D. 4153-15 à D. 4153-37 du code du travail. Le cadre précis des dérogations pour les jeunes en formation professionnelle sont spécifiés aux articles R. 4153-38 à R. 4153-45 du code du travail.

Pour les apprentis en contrat à durée limitée, quel que soit leur âge, leur sont interdits l'exécution des travaux listés à l'article D. 4154-1 du code du travail. Le cadre des dérogations est précisé aux articles D. 4154-2 à D. 4154-6 du code du travail.

Grille de rémunération minimale, pour les contrats conclus à compter du 1^{er} janvier 2019

	Avant 18 ans	De 18 à 20 ans	De 21 à 25 ans	26 ans et plus
1 ^{er} année	27% du SMIC	43% du SMIC	53% du SMIC*	100 % du SMIC*
2 ^e année	39% du SMIC	51% du SMIC	61% du SMIC*	100 % du SMIC*
3 ^e année	55% du SMIC	67% du SMIC	78% du SMIC*	100 % du SMIC*

** ou du salaire minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé, s'il est plus favorable*

La convention collective applicable dans l'entreprise ou l'accord des parties peut prévoir des dispositions plus favorables en termes de rémunération.

Pour effectuer une simulation assistée du calcul de la rémunération légale, consultez le portail de l'apprentissage :

www.alternance.emploi.gouv.fr

LA FORMATION

Diplôme ou titre visé : Reportez-vous à la table « diplômes et titres de l'apprenti » dans la rubrique « Apprenti ».

Code du diplôme : Renseignez-vous auprès de l'établissement de formation responsable ou se reporter sur le site <https://www.education.gouv.fr/>

Code RNCP : Indiquez le code afférent, en chiffres « XXXXX » (qui suit la mention RNCP). Pour plus d'information sur la certification et son éligibilité à l'apprentissage, consulter le site Internet de France Compétences (https://www.francecompetences.fr/recherche_certificationprofessionnelle/).

Date de début de formation en CFA :

Date du 1^{er} jour où débute effectivement la formation théorique en centre de formation.

LES PIECES JUSTIFICATIVES

Pendant la durée du contrat d'apprentissage, l'employeur fournit, à la demande de l'inspection du travail, de la mission chargée du contrôle pédagogique ou des organismes en charge du dépôt du contrat auprès de l'autorité administrative, les pièces permettant d'attester du respect des déclarations figurant dans le contrat d'apprentissage, à savoir notamment :

- les pièces justificatives relatives aux informations figurant dans le cerfa ;
- la convention de formation ou l'attestation pédagogique et financière, dans le cas d'un CFA d'entreprise (service interne) ;
- la convention d'aménagement de durée, le cas échéant ;
- la convention de mobilité européenne ou internationale, si une mobilité est prévue dans la convention de formation initiale, le cas échéant.

MENTIONS D'INFORMATION RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL MIS EN ŒUVRE PAR LA DELEGATION GENERALE A L'EMPLOI ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1. Identité du responsable de traitement.

Conformément au Règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, La Délégation Générale à l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DGEFP), en tant que responsable de traitement, vous communique les informations relatives aux traitements de données qu'elle met en œuvre.

2. Traitement relatif au « Service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public »

Finalité du traitement et licéité

La DGEFP met en œuvre un traitement de données dans le cadre de l'utilisation du Service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public industriel et commercial, ayant pour finalités :

1. La mise en place des services à destination des usagers favorisant la mise en relation des acteurs de l'alternance et la conclusion de contrats d'apprentissage ;
2. Le dépôt du contrat d'apprentissage auprès des services du ministre en charge de la formation professionnelle ;
3. Le traitement et la prise en charge des contrats d'apprentissage par les organismes concernés ;
4. L'identification des jeunes sortis du système de formation initiale sans un diplôme national ou un titre professionnel enregistré et classé au répertoire national des certifications professionnelles ;
5. Le suivi de l'évolution des contrats d'apprentissage, le pilotage et l'évaluation de la politique publique de l'apprentissage, notamment par la réalisation de statistiques ;
6. Le traitement des versements des aides à l'apprentissage ;
7. L'amélioration de la qualité du service rendu aux employeurs et aux apprentis ;
8. L'orientation professionnelle des usagers ;
9. La facilitation de la recherche d'une formation et d'un contrat d'apprentissage ;
10. La diffusion d'une information ciblée aux bénéficiaires des aides publiques à l'apprentissage ;
11. La réalisation des statistiques par les observatoires des métiers et des qualifications créés au sein des opérateurs de compétences.

Ce traitement est nécessaire au respect d'obligations légales auxquelles la DGEFP est soumise (article 6.1.c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Le décret n° 2022-377 du 17 mars 2022 modifié portant création du traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public industriel et commercial » précise les traitements mis en œuvre par le ministre chargé de la formation professionnelle afin d'assurer le recueil et la gestion des contrats d'apprentissage, ainsi que le suivi et l'évaluation des politiques publiques en matière d'apprentissage. Il définit les finalités du traitement, les catégories et la durée de conservation des données enregistrées. Il encadre également les modalités d'accès et de transmission des données du traitement. Il précise enfin les droits reconnus aux personnes concernées et les modalités de leur exercice au titre du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Les traitements relatifs au NIR sont encadrés par le décret n° 2019-341 du 19 avril 2019 modifié relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire.

Personnes concernées

Le traitement de données concerne les représentants des employeurs, les apprentis, les maîtres d'apprentissage, et les représentants légaux des apprentis.

Catégories de données

Les catégories de données concernées sont les suivantes :

Employeur	- Données d'identification - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1
Apprenti	- Données d'identification - NIR - Information d'ordre économique et financière

	- Parcours de formation et professionnel - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1
Maître(s) d'apprentissage	- Données d'identification - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1 - Parcours de formation et professionnel
Représentant légal, le cas échéant	- Données d'identification

Destinataires des données

Dans les conditions fixées par le responsable de traitement et dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exercice de leurs missions, les organismes suivants sont destinataires des données du traitement :

- L'agence nationale de la cohésion des territoires ;
- L'agence de services et de paiement ;
- La caisse des dépôts et consignations ;
- Les chambres consulaires au niveau national ;
- Les conseils régionaux ;
- Le centre national de la fonction publique territoriale ;
- La direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques ;
- La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle et ses sous-traitants ;
- Les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- Les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- La direction du numérique des ministères sociaux ;
- France compétences ;
- Les services du ministre chargé de l'éducation ;
- Les services du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- La direction du budget des services du ministre chargé des finances ;
- L'office national d'information sur les enseignements et les professions ;
- Les opérateurs de compétences ;
- Les organismes gestionnaires des branches du régime général de la sécurité sociale ;

Durée de conservation

Les données à caractère personnel et informations enregistrées dans le traitement sont conservées pendant une durée de dix ans suivant la date de fin de contrat d'apprentissage. En cas de contentieux, ce délai est prorogé, le cas échéant, jusqu'à l'intervention d'une décision juridictionnelle définitive.

Les données techniques et de traçabilité liées à l'utilisation du service dématérialisé font l'objet d'un enregistrement conservé pendant une durée de six mois.

3. Traitement relatif au « Service dématérialisé de l'apprentissage des employeurs publics »

Finalité du traitement et licéité

La DGEFP met en œuvre un traitement de données dans le cadre du l'utilisation du Service dématérialisé de l'apprentissage des employeurs publics, ayant pour finalités :

1. La mise en place des services à destination des usagers favorisant la mise en relation des acteurs de l'apprentissage, l'amélioration de la qualité du service rendu et la conclusion de contrats d'apprentissage ;
2. La transmission, y compris par voie dématérialisée, du contrat d'apprentissage des employeurs publics signé par l'employeur, l'apprenti et, le cas échéant, son représentant légal, du visa du centre de formation d'apprentis, ainsi que des documents mentionnés à l'article D 6275-1 du code du travail auprès des services déconcentrés compétents du ministre chargé de la formation professionnelle ;
3. La vérification du contrat conformément à l'article D 6275-2 du code du travail par les services déconcentrés compétents du ministre chargé de la formation professionnelle ;
4. Le dépôt du contrat d'apprentissage mentionné à l'article L. 6227-11 du code du travail, auprès des services du ministre chargé de la formation professionnelle ;
5. L'envoi du contrat d'apprentissage des employeurs publics par courrier électronique aux signataires puis le stockage temporaire dans le cadre de la transmission par voie dématérialisée ;
6. L'alimentation du traitement de données à caractère personnel mentionné à l'article L. 5151-8 du code du travail et relatif aux droits acquis sur le compte personnel de formation ou des jours de congés, au titre des activités de maître d'apprentissage recensées par le compte d'engagement citoyen ;

7. Les actions de communication à des fins d'information, d'enquête et d'évaluation auprès des employeurs, des apprentis, leurs représentants légaux le cas échéant, et des représentants des centres de formation d'apprentis par les services du ministre chargé de la formation professionnelle ;
8. Le suivi des contrats, le pilotage, les études et l'évaluation des politiques publiques en matière d'apprentissage des employeurs publics, notamment par le suivi des parcours et des dispositifs mis en œuvre ;
9. La mise en œuvre du partage des données mentionné à l'article L. 6353-10 du code du travail.

Licéité du traitement

Ce traitement est nécessaire au respect d'obligations légales auxquelles la DGEFP est soumise, conformément à l'article 6.1.c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Personnes concernées

Le traitement de données concerne les représentants des employeurs, les apprentis, représentants du centre de formation, les maîtres d'apprentissage, et les représentants légaux des apprentis.

Catégories de données

Les catégories de données concernées sont les suivantes :

Employeur	- Données d'identification - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1 - Signature
Apprenti	- Données d'identification - NIR - Information d'ordre économique et financière - Parcours de formation et professionnel - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1 - Signature
Maître(s) d'apprentissage	- Données d'identification - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1 - Parcours de formation et professionnel
Représentant légal, le cas échéant	- Données d'identification - Signature
Représentant du centre de formation des apprentis	- Données d'identification - Visa

Destinataires des données

Dans les conditions fixées par le responsable de traitement et dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exercice de leurs missions, les organismes suivants sont destinataires des données du traitement :

- L'agence nationale de la cohésion des territoires ;
- L'agence de services et de paiement ;
- La caisse des dépôts et consignations ;
- Les centres d'animation de ressources et d'information sur la formation professionnelle et Observatoire régional emploi et formation et leur réseau national ;
- Les chambres consulaires au niveau national ;
- Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ;
- Les conseils régionaux ;
- Le centre national de la fonction publique territoriale ;
- La direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques ;
- La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle via le « service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public industriel et commercial » ;
- Les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- La direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- Les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- Les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités ;
- La direction de la cohésion sociale, du travail, de l'emploi et de la population ;
- La direction générale de la cohésion et des populations de Guyane ;

- La direction du numérique des ministères sociaux ;
- France compétences ;
- Les services du ministre chargé de l'éducation ;
- Les services du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- La direction du budget du ministre chargé des finances - ;
- L'office national d'information sur les enseignements et les professions ;
- Les opérateurs de compétences ;
- Les organismes gestionnaires des branches du régime général de la sécurité sociale ;

Durée de conservation

Les données à caractère personnel et les informations enregistrées dans le traitement sont conservées pendant une durée de dix ans à compter de la fin du contrat d'apprentissage des employeurs publics.

Les données techniques et de traçabilité liées à l'utilisation du service dématérialisé font l'objet d'un enregistrement conservé pendant une durée de six mois.

En cas de contentieux, ces délais sont prorogés, le cas échéant, jusqu'à l'intervention d'une décision juridictionnelle définitive.

4. Pilotage des dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle

Finalité du traitement et licéité

La DGEFP met en œuvre un traitement de données dans le cadre du suivi et du pilotage des politiques publiques en matière d'emploi et de formation professionnelle, ayant pour finalités :

- L'accomplissement des missions de suivi, de pilotage, d'études et d'évaluation des politiques publiques en matière d'emploi et de formation professionnelle, ainsi que la réalisation d'études, notamment de suivi de parcours et des dispositifs que la Délégation générale de l'emploi et de la formation professionnelle met en œuvre, afin de rendre compte aux autorités publiques de la performance de ces dispositifs ;
- La mise à disposition d'indicateurs de suivi des dispositifs de l'emploi et de la formation professionnelle auprès des agents des services ministériels ou déconcentrés de l'Etat et des organismes publics en charge de l'emploi et de la formation professionnelle.

La licéité du traitement est fondée sur l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investie la DGEFP conformément à l'article 6,1, e) du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

Personnes concernées

Le traitement de données concerne les représentants des employeurs, les apprentis, les maîtres d'apprentissage, et les représentants légaux des apprentis.

Catégories de données traitées et source des données

Les données à caractère personnel des jeunes sont transmises par le Service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public industriel et commercial et par le Service dématérialisé de l'apprentissage des employeurs publics

Les catégories de données concernées sont les suivantes :

Employeur	- Données d'identification - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1
Apprenti	- Données d'identification - NIR - Information d'ordre économique et financière - Parcours de formation et professionnel - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1
Maître(s) d'apprentissage	- Données d'identification - Les données dans les documents mentionnés à l'article D 6275-1 et D 6224-1 - Parcours de formation et professionnel
Représentant légal, le cas échéant	- Données d'identification

Durée de conservation

Les données sont conservées pendant 10 ans à compte de leur collecte.

Destinataires des données

Sont destinataires des données, dans les conditions fixées par le responsable de traitement et dans la limite de ce qui est strictement nécessaire à l'exercice de leurs missions, les agents habilités de la Délégation Générale de l'emploi et de la formation professionnelle et la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques.

5. Service numérique « la bonne alternance »

La DGEFP met en œuvre un traitement de donnée à caractère personnel « La bonne alternance », qui a vocation à faciliter la mise en relation des jeunes avec les centres de formation d'apprentis (CFA) et les entreprises."

La licéité du traitement est fondée sur l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investie la DGEFP conformément à l'article 6,1, e) du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

Pour plus d'information : <https://labonnealternance.apprentissage.beta.gouv.fr/politique-de-confidentialite>

6. Vos droits sur les données vous concernant

Vous pouvez accéder aux données à caractère personnel vous concernant. Vous disposez également d'un droit de rectification, d'un droit à la limitation du traitement de vos données à caractère personnel, et d'un droit d'opposition (uniquement pour le traitement dénommé « Pilotage des dispositifs de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle »).

Vous pouvez exercer ces droits, en adressant un courrier à l'attention du Délégué à la Protection des Données de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle, 127 Rue de Grenelle, 75007 Paris ou par courrier électronique à : Dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme à la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

MENTIONS D'INFORMATION RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE D'AGORA

Le traitement de données à caractère personnel est mis en œuvre par la Direction Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) et par la Caisses de Dépôt et Consignation (CDC) dans le cadre d'AGORA.

Les mentions ci-dessous doivent être communiquées par l'employeur au titulaire du contrat d'apprentissage lors de la signature du contrat.

Finalités

Sur la base du présent CERFA, la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), représentée par son Délégué Général Monsieur Bruno LUCAS, procède à un traitement de données à caractère personnel concernant l'employeur et son apprenti en co-responsabilité avec la Caisse de Dépôt et de Consignation, représentée par son Directeur Général Monsieur Eric Lombard pour les finalités suivantes :

- La mise en œuvre du partage des données mentionnées
- L'amélioration du suivi et de l'accompagnement des parcours des personnes
- Le pilotage et l'élaboration des indicateurs pour l'amélioration de la connaissance des effets des politiques publiques
- Le suivi et l'évaluation des résultats des politiques menées
- La veille, l'observation et la transparence des coûts et des règles de prise en charge en matière de formation professionnelle

Fondements légaux

Ce traitement est nécessaire au respect d'obligations légales auxquelles les responsables du traitement sont soumis ((article 6.1.c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016 et de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite Loi Informatique et Libertés).

- L'article L. 6353-10 du code du travail ;
- Le décret cadre NIR 2019-341 (10° du C de l'article 2) du 19 avril 2019 : Le Ministère en charge de la formation professionnelle est autorisé à collecter le NIR au titre de sa mission de suivi et de pilotage des dispositifs ;
- Le décret n°2017-772 du 4 mai 2017 relatif à l'alimentation de la plateforme AGORA ;
- L'arrêté du 11 octobre 2019 relatif à la mise en œuvre du traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » modifié.

Durée de conservation des données à caractère personnel

Les données à caractère personnel et les informations enregistrées dans le traitement sont conservées sur AGORA pendant une durée de trois ans à compter de la date du décès du titulaire du compte personnel de formation. Article R6323-39 (Création Décret n°2018-1332 du 28 décembre 2018 - art. 1).

Destinataires des données

Les destinataires des données sont visés dans l'Article 3 de l'Arrêté du 11 octobre 2019 relatif à la mise en œuvre du traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » modifié dont :

- DGEFP délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle ayant pour finalité le pilotage des indicateurs pour l'amélioration de la connaissance des effets des politiques publiques ;
- DARES Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques ayant pour finalité l'Évaluation, études et statistiques des résultats des politiques menées.
- France Compétences pour assurer les missions mentionnées aux dispositions de l'article L. 6123-5 du code du travail.
- Opérateurs de compétences (OPCO), en tant qu'organisme financeur ayant pour finalité le partage de la mise en œuvre du partage de données prévu au L. 6353-10 du code du travail

Catégorie des personnes concernées et des données à caractère personnel collectées

Personnes concernées	Catégorie de données à caractère personnel
Employeur	- Données d'identification
Apprenti	- Données relatives à l'identité et à l'activité professionnelle du titulaire du compte personnel de formation dont le Numéro d'Inscription au Répertoire (NIR) - Données relatives à l'action de formation - Données relatives à l'entrée effective, aux interruptions et aux sorties de formation ; - Données relatives au parcours professionnel du titulaire du compte ; - Données relatives au parcours de formation du titulaire du compte.
Représentant légal	- Données d'identification

Collecte des données

Les données, à caractère personnel, relatives à l'apprenti sont collectées par l'employeur par le biais du CERFA. L'employeur transmet, par courrier, un ou plusieurs exemplaires du contrat d'apprentissage à son opérateur de compétence (OPCO) pour les contrats des employeurs privés ou auprès du représentant de l'Etat dans le département du lieu d'exécution du contrat dont il dépend (DR(I)EETS, DDETS, DEETS, DGCOP) pour les employeurs publics.

- L'opérateur de compétence le dépose sur la plateforme AGORA
- Le représentant de l'Etat le dépose sur la plateforme AGORA

Exercice des droits

Conformément au RGPD et à la loi n° 78-du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi informatique et libertés) et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification. Vous pouvez également demander la limitation du traitement de vos données.

Vous pouvez exercer ces droits, en vous adressant auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

- par écrit : Caisse des Dépôts - Données personnelles - Etablissement de Bordeaux 5, rue du Vergne 33059 Bordeaux
- par courrier électronique à : mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr

Il vous sera demandé de pouvoir justifier de votre identité à l'aide d'une copie de votre pièce d'identité en cours de validité si nécessaire.

Si vous estimez, après avoir contacté la DGEFP, que vos droits ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme au Règlement Général sur la Protection des données Personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).

MENTIONS D'INFORMATION RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DU VERSEMENT DES AIDES PAR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

Le traitement de données à caractère personnel est mis en œuvre par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) dans le cadre du versement des aides dont bénéficient les contrats d'apprentissage conclus avec des employeurs privés et des employeurs du secteur public industriel et commercial.

Les mentions ci-dessous doivent être communiquées par l'employeur au titulaire du contrat d'apprentissage lors de la signature du contrat.

Finalités

L'ASP, représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane Le Moing, procède à un traitement de données à caractère personnel à des fins de versement, de contrôle et de suivi de « l'aide unique aux employeurs d'apprentis » (créée par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 et le décret n° 2018-1348 du 28 décembre 2018).

Fondements légaux

Ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (article 6.1.c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016 et de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite Loi Informatique et Libertés).

A ce titre, il est nécessaire à l'exécution des dispositions légales et réglementaires suivantes :

- L'article 6243-1 modifié par LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 27 (V)
- L'article 76 de la loi no 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 qui concerne les aides financières pour les contrats d'apprentissage article de fondement de l'aide exceptionnelle à l'apprentissage
- Décret n° 2018-1348 du 28 décembre 2018- Art. D. 6243-3
- Le décret n° 2020-1085 du 24 août 2020 relatif à l'aide aux employeurs d'apprentis prévue à l'article 76 de la loi no 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020

Durée de conservation des données à caractère personnel

La durée de conservations des données personnelles par l'ASP, en application de l'article 60 de la loi n°63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963 et des articles 52 et 199 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, à savoir le versement et le contrôle des aides versées et dans le respect de la réglementation sur l'archivage et de la comptabilité publique, est de 10 ans suivant la date de fin du contrat.

Destinataires des données

L'ASP transmet vos données à caractère personnel à la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle (DGEFP).

Catégorie des personnes concernées et des données à caractère personnel collectées

Personnes concernées	Catégorie de données à caractère personnel
Employeur	- Données d'identification
Apprenti	- Données d'identification - NIR - Parcours de formation et professionnel

Collecte des données

Les données, à caractère personnel, relatives à l'apprenti sont collectées par l'employeur par le biais du CERFA. L'employeur transmet, par courrier, un ou plusieurs exemplaires du contrat d'apprentissage à son opérateur de compétence (OPCO) pour les contrats des employeurs privés ou auprès du représentant de l'Etat dans le département du lieu d'exécution du contrat dont il dépend (DR(I)EETS, DDETS, DEETS, DGCOPOP etc.) pour les employeurs publics.

- L'opérateur de compétence le dépose à la DGEFP dans le système applicatif « Service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public industriel et commercial ». Par la suite, la DGEFP transmet à l'ASP les données nécessaires à la poursuite des finalités ci-dessus.

- Le Représentant de l'Etat dépose le contrat dans le système applicatif « Service dématérialisé de l'apprentissage dans le secteur privé et le secteur public industriel et commercial ». Par la suite, la DGEFP transmet à l'ASP les données nécessaires à la poursuite des finalités ci-dessus.

Exercice des droits

Conformément au RGPD et à la loi n° 78-du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi informatique et libertés) et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification. Vous pouvez également demander la limitation du traitement de vos données.

Pour exercer vos droits ou pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez contacter l'ASP :

- par courrier adressé à :

Agence de Services et de Paiement
Délégué à la protection des données
Direction générale / MGSSI
2, rue du Maupas
87040 Limoges Cedex 01

- par courriel à : protectiondesdonnees@asp-public.fr

Si vous estimez, après avoir contacté l'ASP, que vos droits ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme au Règlement Général sur la Protection des données Personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).



FORMULAIRE DE RÉSILIATION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Document à compléter et à destination : 1 exemplaire à l'employeur – 1 exemplaire à l'apprenti – 1 copie à l'organisme de dépôt du contrat d'apprentissage (DIRECCTE ou OpCo) – 1 copie au CFA

Le contrat d'apprentissage	
Date de début de contrat	
Date de fin de contrat	
Déposé auprès de l'OpCo	
Sous le numéro	
L'employeur	
Entreprise	
Adresse	
Téléphone	
N° SIRET	
L'apprenti	
Prénom et Nom	
Date de naissance	
Adresse	
Téléphone	
Diplôme préparé	
Le représentant légal de l'apprenti mineur	
Prénom et Nom	
Adresse	
Téléphone	

MOTIF de la RUPTURE du Contrat - Article L6222-18 du Code du travail

Cocher obligatoirement la case correspondante et joindre les justificatifs

- ☐ **Rupture pendant les 45 premiers jours en emploi, consécutifs ou non, de l'apprenti**, par ce dernier ou l'employeur.
- ☐ **Rupture d'un commun accord** entre l'apprenti et l'employeur (aucune faute de l'une ou l'autre des parties ne peut motiver un tel accord).
- ☐ **Rupture en cas de force majeure, de faute grave de l'apprenti**. La rupture prend la forme d'un licenciement.
- ☐ **Rupture en cas d'inaptitude de l'apprenti, constatée** par le médecin du travail. La rupture prend la forme d'un licenciement.
- ☐ **Rupture à l'initiative de l'apprenti** et après respect d'un préavis.
- ☐ **Rupture** en cas de décès d'un employeur maître d'apprentissage dans le cadre d'une entreprise unipersonnelle. La rupture prend la forme d'un licenciement.
- ☐ **Rupture en cas de liquidation judiciaire** sans maintien de l'activité ou lorsqu'il **est mis fin au maintien de l'activité** en application du dernier alinéa de l'article [L. 641-10](#) du code de commerce et qu'il doit être mis fin au contrat d'apprentissage, le liquidateur notifie la rupture du contrat à l'apprenti.
- ☐ **Rupture en cas d'obtention du diplôme** ou du titre de l'enseignement technologique préparé par l'apprenti (le contrat peut prendre fin de plein droit à l'initiative de l'apprenti avant la date de fin de contrat), art L. 6222-19 du code du travail.

Poursuite de la formation au CFA par l'apprenti(e) : OUI ☐

NON ☐

Date d'effet de la rupture :

Fait à :

Le :

Signatures

L'employeur :

L'apprenti :

Le représentant légal :